

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CRÉANCIER POURSUIVANT :

la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Aaa C. elans d' d'le dt lyCince

Me _____

Avocat

DÉBITEUR SAISI :

Mr [REDACTED]

Me _____

Avocat

Adresse des biens vendus :

31 rue Jean Desmots
la Quene en briè (val de l'arce)

Dépôt au Greffe :

Mise à Prix :

[REDACTED]

Audience d'adjudication :

—

—

—

—

—

—

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Tribunal judiciaire de Créteil

SUR SAISIE IMMOBILIERE

Une MAISON composée de :

- au rez-de-chaussée : entrée, séjour avec escalier intérieur d'accès au 1^{er} étage, cuisine, WC ;
- garage ;
- au 1^{er} étage: dégagement avec escalier intérieur d'accès du rez-de-chaussée, trois chambres dont une grande pouvant être transformée en chambre et bureau, salle de bains.

Et le droit à la jouissance privative d'un parking extérieur et de deux jardins,

L'ensemble sur un terrain de 175 m² environ, sis à La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), 31, rue Jean Mermoz, cadastré section AH 162 et 164 d'une contenance de 2 ha 73 a et 21 ca

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, société coopérative à capital et personnel variables dont le siège est à Paris 12^{ème}, 26, Quai de la Râpée, inscrite au RCS de Paris sous le n° 775 665 615, représentée par ses dirigeants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

Pour laquelle domicile est élu au cabinet de Maître Serge TACNET, Avocat au Barreau du Val-de-Marne demeurant 60, Rue Jean Jaurès 94500 Champigny-sur-Marne - Tél : 01.47.06.94.22 - Fax. : 01.47.06.22.92 - Toque : 150

Lequel est constitué à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

1^{er} rôle

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

En vertu de la copie exécutoire d'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, pôle 5 chambre 6, le 23 juin 2021, signifié et définitif, condamnant Madame [REDACTED] à lui payer la somme principale de 249.717,64 € portant intérêt au taux de 4,75% à compter du 22 octobre 2019, la somme de 6.000 € à titre de clause pénale portant intérêt au taux légal à compter de la même date et la somme de 1.000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié a, suivant exploit de Maître Bertrand TRUTTMANN, membre de la SCP DEVAUD - TRUTTMANN - NICOLAS, huissiers de justice associés au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), 46, avenue de Fontainebleau, date du 21 mars 2023

Fait notifier commandement à :

Madame [REDACTED], [REDACTED] Michèle [REDACTED], née le 22 novembre 1960 de nationalité française, demeurant 31, Rue Jean Mermoz à 94510 La Queue-en-Brie

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié,

La somme de **DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE CENT NEUF EUROS ET SOIXANTE SEPT CENTS (296.109,67 €)** en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 10 février 2023 et se décomposant comme suit :

- la somme de **DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLE SEPT CENT DIX SEPT EUROS ET SOIXANTE QUATRE CENTS (249.717,64)** en principal, 249.717,64 €
- la somme de **SIX MILLE EUROS (6.000 €)** au titre de la clause pénale 6.000,00 €
- la somme de **TRENTE NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE EUROS ET QUARANTE NEUF CENTS (39.224,49 €)**, montant des intérêts sur principal au taux de 4,75% l'an à compter du 22 octobre 2019 jusqu'au 10 février 2023 39.224,49 €
- la somme de **CENT SOIXANTE SEPT EUROS ET CINQUANTE QUATRE CENTS (167,54 €)**, montant des intérêts sur la clause pénale au taux légal à compter du 22 octobre 2019 jusqu'au 10 février 2023 167,54 €
- la somme de **MILLE EUROS (1.000,00 €)**, montant de l'article 700 du Code de procédure civile 1.000,00 €
- pour mémoire, le montant des intérêts sur principal au taux de 4,75% à compter du 11 février 2023 jusqu'à complet paiement Mémoire
- pour mémoire, le montant des intérêts sur la clause pénale au taux légal à compter du 11 février 2023 jusqu'à complet paiement Mémoire
- ✓ pour mémoire les dépens Mémoire

soit un total à payer sauf mémoire 296.109,67 €

Outre le coût du commandement, sans préjudice de tous autres dus, intérêts et frais pour mémoire

3ème rôle

Ce commandement a été délivré en l'étude d'huissier, les vérifications ayant permis de confirmer que le destinataire habite bien à l'adresse indiquée.

Une copie de l'acte a été déposée à l'étude d'huissier sous enveloppe fermée ne portant que l'indication des noms et adresse du destinataire de l'acte et le cachet de l'huissier apposé sur la fermeture du pli. Un avis de passage a été laissé au domicile conformément à l'article 656 du Code de procédure civile et la lettre prévue par l'article 658 du même Code comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et rappelant les dispositions du dernier alinéa de l'article 656 précité a été adressée au destinataire avec copie de l'acte le jour même.

Ce commandement a été publié le 15 mai 2023, pour valoir saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés au Service de la Publicité Foncière de Créteil 2 volume 2023 S numéro 105, comme en atteste l'état hypothécaire certifié à la date de publication du commandement joint au présent cahier.

VENCH

Par exploit de Maître Bertrand TRUTTMANN membre de la S.C.P DEVAUD - TRUTTMANN - NICOLAS, Commissaires de Justice Associés au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), 46 avenue Fontainebleau en date du 19 juin 2023 il a été délivré assignation à Madame [REDACTED], [REDACTED] [REDACTED]

D'AVOIR A COMPARAITRE à l'audience d'orientation du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de Créteil tenant l'audience au Palais de Justice de ladite ville, Place du palais 94000 Créteil, le :

**JEUDI QUATORZE SEPTEMBRE DEUX MIL VINGT TROIS
A NEUF HEURES TRENTÉ
(Jeudi 14 septembre 2023 à 9 heures 30)**

Une copie intégrale de cette assignation est annexée à la suite du présent cahier.

V ENCH

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Les biens et droits immobiliers ci-après désignés dépendent d'un ensemble immobilier dénommé « *Les Violettes* » comprenant plusieurs bâtiments d'habitation (pavillons) situé à l'angle de l'avenue Georges Pompidou et de la rue Louis Aragon sur la Commune de La Queue-en-Brie (94510).

Cet immeuble a fait l'objet d'un règlement de copropriété avec état descriptif de division selon acte reçu par Maître Patrick FRANCOIS, notaire à La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), le 22 septembre 1999, publié au 3^{ème} Bureau des Hypothèques de Créteil les 26 novembre 1999 et 17 janvier 2000, volume 1999 numéro 5953 avec attestation rectificative publiée au même bureau le 17 janvier 2000 volume 2000 P numéro 223.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

Le règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi n°65-557 du 10 juillet 1965 (article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé « *Dispositions régissant les copropriétaires d'immeuble* ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS
IMMOBILIERS MIS EN VENTE

Dans un ensemble immobilier dénommé « LES VIOLETTES » comprenant plusieurs bâtiments d'habitation (pavillons) situés à l'angle de l'avenue Georges Pompidou et de la rue Louis Aragon à La Queue-en-Brie (94510) :

- **Le lot numéro SOIXANTE NEUF (69)** de l'état descriptif de division et de copropriété d'un immeuble sis à La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), 31, rue Jean Mermoz, cadastré section AH 162 et 164 d'une contenance de 2 ha 73 a et 21 ca, à savoir :

Une MAISON de modèle TILLEUL, composée de :

- au rez-de-chaussée : entrée, séjour avec escalier intérieur d'accès au 1^{er} étage, cuisine, WC ;
- garage ;
- au 1^{er} étage: dégagement avec escalier intérieur d'accès du rez-de-chaussée, trois chambres dont une grande pouvant être transformée en chambre et bureau, salle de bains/WC.

Et le droit à la jouissance privative d'un parking extérieur et de deux jardins.

L'ensemble sur un terrain de 175 m² environ.

Avec les HO/10.000èmes des parties communes.

Ce lot est grevé dans sa partie avant sur voie d'une servitude pour l'implantation de réseaux, d'une servitude non aedificandi et d'une servitude d'interdiction de clore,

Désignation d'après les titres, tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Les biens immobiliers désignés dans le présent cahier des conditions de vente ont fait l'objet d'un procès-verbal descriptif établi le 21 avril 2023 par Maître Bertrand TRUTTMANN, membre de la S.C.P DEVAUD - TRUTTMANN - NICOLAS, Commissaires de Justice Associés au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), 46, avenue de Fontainebleau.

Il en résulte confirmation que les lieux sont occupés par Madame [REDACTED].

Une copie intégrale de ce procès-verbal est annexée à la suite du présent cahier.

VENCH

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre résulte de l'analyse de l'acte reçu par Maître Patrick FRANCOIS, notaire à la Queue-en-Brie (Val-de-Marne) en date du 15 juillet 2008 publié à la Conservation des Hypothèques de Créteil 3 le 21 juillet 2008, volume 2008 P numéro 03216.

En la personne de Madame [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED], partie saisie :

Les droits et biens immobiliers présentement mis en vente appartiennent à Madame [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED], susnommée, pour les avoir acquis de Monsieur Philippe André ROUQUAYROL né le 16 janvier 1970 à Montpellier (Hérault) de nationalité française, et de Madame Cécile CHIVOT, son épouse née le 21 mai 1970 à Créteil (Val-de-Marne), demeurant ensemble à La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), 31, rue Jean Mermoz, suivant acte reçu par Maître Patrick FRANCOIS, notaire à La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), le 15 juillet 2008, publié à la Conservation des Hypothèques de Créteil 3 le 21 juillet 2002, volume 2008 P numéro 03216, moyennant le prix de DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE EUROS (278.000 €), payé comptant, à concurrence de la somme de 270.000 €, au moyen d'un prêt dudit montant consenti par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, créancier poursuivant la présente vente, selon offre du 14 mai 2008 acceptée le 27 mai 2008.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} - CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

l'Oème rôle

ARTICLE 4 - BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont opposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 - PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Ilème rôle

ARTICLE 7 - SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 - RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 - GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 - SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 - REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 - VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 - VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 - DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 - ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe *a* ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe *b* du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 - TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 - PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 - PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 - DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 - ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 - IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 - MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

CENT MILLE EUROS

(100.000 €)

Fait et rédigé à Champigny-sur-Marne, le juin 2023,
par Maître Serge TACNET
Avocat poursuivant.

Approuvé mots rayés nuis renvois

22ème rôle

20160567 - GD/LAD/CL

**ASSIGNATION A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DU JUGE DE
L'EXÉCUTION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE CRETEIL**

L'AN DEUX MIL VINGT TROIS ET LE : Dix Neuf JUIN

A LA REQUETE DE :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, société coopérative à capital et personnel variables dont le siège est à Paris 1285, 26, Quai de la Rapée, inscrite au RCS de Paris sous le n° 775 665 615, représentée par ses dirigeants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

Pour laquelle domicile est élu au cabinet de Maître Serge TACNET, Avocat au Barreau du Val-de-Marne demeurant 60, Rue Jean Jaurès 94500 Champigny-sur-Marne - Tél : 01.47.06.94.22 - Fax.: 01.47.06.22.92 - Toque: 150, lequel se constitue sur la présente assignation et ses suites ;

Et avant pour avocat plaçant : Maître Geneviève CARALP-DELION membre de la SCP NORMAND & Associés, Avocats à la Cour d'appel de Paris, 7, place de Valois 75001 Paris - Tél. : 01.47.20.30.01 - Fax. : 01.47.20.06.01 - P.141 - Mail : normand@galilex.com

J'AI
J. seapfontlot "TCOLAs, morne~ co « «*• CM.
— - * Jams-er Diato Bnrrand
INTEL: —lient MDOLAs.Huitseridafte.
2 3 — EELN BKETM 40 Aamll eo
shd eal slirsignd.

DONNE ASSIGNATION A :

Madame [REDACTED] née le 22 novembre 1960 à La Flocellière (85), de nationalité française, domiciliée 31, Rue Jean Mermoz à La Queue-en-Brie (94510), où étant et parlant à :

Société C vde Professionnelle
Jean-Jacques DEVAUD
Bertrand TRUTTMANN 1
Jean-Baptiste NICOLAS
Huissiers de Justice Associés
46, avenue de Fontainebleau
94770 s KR s 1 EICETRE

D'AVOIR A COMPARAITRE à l'audience d'orientation du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de Créteil tenant l'audience au Palais de Justice de ladite ville, Place du Palais 94000 Créteil, le :

**JEUDI QUATORZE SEPTEMBRE DEUX MIL VINGT TROIS
A NEUF HEURES TRENTE
(Jeudi 14 septembre 2023 à 9 heures 30)**

L'avertissant que si elle n'est pas présente ou représentée par un avocat à cette audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée sur les seules indications fournies par le créancier.

OBJET DE LA DEMANDE

Par exploit en date du 21 mars 2023 de Maître Bertrand TRUTTMANN, membre de la SCP DEVAUD - TRUTTMANN - NICOLAS, huissiers de justice associés au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), 46, avenue de Fontainebleau, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France a fait délivrer à Madame [REDACTED] un commandement de payer valant saisie immobilière portant sur le lot numéro 69 de l'état descriptif de division et de copropriété d'un immeuble sis à La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), 31, rue Jean Mermoz, cadastré section AH 162 et 164 d'une contenance de 2 ha 73 a et 21 ca, à savoir :

Une MAISON de modèle TILLEUL, composée de :

- au rez-de-chaussée : entrée, séjour avec escalier intérieur d'accès au 1^{er} étage, cuisine, WC ;
- garage; 139",
- au 1^{er} étage: dégagement avec escalier intérieur d'accès du rez-de-chaussée, trois chambres dont une grande pouvant être transformée en chambre et bureau, salle de bains.

Et le droit à la jouissance privative d'un parking extérieur et de deux jardins.

L'ensemble sur un terrain de 175 m2 environ.

Avec les HO/10.000èmes des parties communes.

Ce commandement a été délivré en vertu de la copie exécutoire d'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, pôle 5 chambre 6, le 23 juin 2021, signifié et définitif, condamnant M. **adame** à lui payer la somme principale de 249.717,64 € portant intérêt au taux de 4,75% à compter du 22 octobre 2019, la somme de 6.000 € à titre de clause pénale portant intérêt au taux légal à compter de la même date et la somme de 1.000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens.

Ce commandement a été délivré pour avoir paiement de la somme de **DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE CENT NEUF EUROS ET SOIXANTE SEPT CENTS** (296.109,67 €) en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 10 février 2023 CE se décomposant comme suit :

✓ la somme de DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLE SEPT CENT DIX SEPT EUROS ET SOIXANTE QUATRE CENTS (249.717,64) en principal,	249.717,64 €
✓ la somme de SIX MILLE EUROS (6.000 €) au titre de la clause pénale	6.000,00 €
✓ la somme de TRENTE NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE EUROS ET QUARANTE NEUF CENTS (39.224,49 €), montant des intérêts sur principal au taux de 4,75% l'an à compter du 22 octobre 2019 jusqu'au 10 février 2023	39.224,49 €
✓ la somme de CENT SOIXANTE SEPT EUROS ET CINQUANTE QUATRE CENTS (167,54 €), montant des intérêts sur la clause pénale au taux légal à compter du 22 octobre 2019 jusqu'au 10 février 2023	167,54 €
✓ la somme de MILLE EUROS (1.000,00 €), montant de l'article 700 du Code de procédure civile	1.000,00 €
✓ pour mémoire, le montant des intérêts sur principal au taux de 4,75% à compter du 11 février 2023 jusqu'à complet paiement	Mémoire
✓ pour mémoire, le montant des intérêts sur la clause pénale au taux légal à compter du 11 février 2023 jusqu'à complet paiement	Mémoire
✓ - pour mémoire les dépens	Mémoire
soit un total à payer sauf mémoire	296.109,67 €

Outre le coût du commandement, sans préjudice de tous autres dus, intérêts et frais pour mémoire.

Ce commandement a été publié auprès du Service de la Publicité Foncière de Créteil 2, le 15 mai 2023, sous les références 2023 S numéro 105 ;

Le Cahier des Conditions de vente sera déposé au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal judiciaire de Créteil cinq jours ouvrables au plus tard après la signification du présent exploit sur la mise à prix de **CENT MILLE EUROS (100.000 €)** ;

En conséquence, il est demandé au juge de l'exécution de statuer sur la validité de la saisie, les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Précisant à Madame [REDACTED] :

Qu'elle peut demander à être autorisée à vendre le bien saisi à l'amiable si elle justifie qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Qu'elle peut contester le montant de la mise à prix pour insuffisance manifeste.

L'avertissant, qu'à peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de Créteil par conclusions d'avocat au plus tard lors de l'audience, et que faute de ce faire la procédure sera poursuivie en vente forcée sur les seules indications fournies par le créancier et qui viennent d'être rappelées ci-dessus.

Que, conformément aux termes de l'article R. 322-16 du Code des procédures civiles d'exécution :

«La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L 721-4 du Code de la consommation, dans les conditions prévues à l'article R 721-5 de ce code ».

L'article L. 721-4 du Code de la Consommation dispose :

«A la demande du débiteur, la Commission peut saisir, à compter du dépôt du dossier et jusqu'à la décision statuant sur la recevabilité de la demande de traitement de la situation de surendettement, le juge des contentieux de la protection aux fins de suspension des procédures d'exécution diligentées à l'encontre des biens du débiteur ainsi que des cessations de rémunération consenties par celui-ci et portant sur les dettes autres qu'alimentaires.

§

En cas d'urgence, la saisine du juge peut intervenir à l'initiative du Président de la Commission, du délégué de ce dernier ou du représentant local de la Banque de France. La Commission est ensuite informée de cette saisine ».

L'article R.721-5 du Code de la consommation prévoit quant à lui :

«La lettre par laquelle la commission saisit le juge en application du premier alinéa de l'article L. 721-4 indique les nom, prénoms et adresse du débiteur ainsi que ceux des créanciers poursuivants ou, pour les personnes morales, leur dénomination et leur siège social. Sont annexés à cette lettre un état des revenus du débiteur, un relevé des éléments actifs et passifs de son patrimoine et la liste des procédures d'exécution diligentées à l'encontre de ses biens, des cessions de rémunération qu'il a consenties et des mesures d'expulsion de son logement, établis au moyen des documents dont dispose la Commission. La copie de l'acte de poursuite fondant la demande est également jointe à cette lettre ».

Que conformément aux dispositions de l'article R 322-17 du Code des procédures civiles d'exécution «la demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formée verbalement à l'audience d'orientation »

Que le débiteur qui en fait préalablement la demande, peut bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie, s'il remplit les conditions d'attribution et de ressources prévues par la loi du 10 juillet 1991 et le décret du 19 décembre 1991.

EN OUTRE IL LUI EST FAIT SOMMATION de prendre connaissance du cahier des conditions de vente qui peut être consulté au Greffe du juge de l'exécution dudit Tribunal où il sera déposé cinq jours ouvrables au plus tard après la signification du présent exploit

Tant les conditions de fond des articles L. 311-2 et L. 311-6 du Code des procédures civiles d'exécution que les conditions de forme prévues par les articles R. 311-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution étant réunies, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France est bien fondée à solliciter la vente forcée des biens précédemment décrits.

PAR CES MOTIFS

Constater la validité de la présente procédure de saisie immobilière ;

Statuer ce que de droit sur les contestations et demandes incidentes qui pourraient être formées ;

Ordonner la vente forcée des biens ci-dessus désignés à la barre du Tribunal judiciaire de CRETEIL sur la mise à prix de **CENT MELLE EUROS (CENT MILLE EUROS)** pour l'audience de vente qu'il vous plaira fixer conformément aux dispositions de l'article R.322-26 du Code des procédures civiles d'exécution ;

Dire que la créance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France s'élève à la somme de **DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE CENT NEUF EUROS ET SOIXANTE SEPT CENTS (296.109,67 €)** en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 10 février 2023, outre les intérêts au taux de 4,75 % Tan sur la somme de 255.717,64 € depuis le 11 février 2023 jusqu'à complet paiement ;

Désigner tel huissier qu'il vous plaira commettre pour procéder à la visite dans la quinzaine précédant la vente avec l'assistance si besoin est du serrurier et du commissaire de police ou de son représentant, ou du Commandant de la Brigade de Gendarmerie compétente, et à défaut de deux témoins majeurs conformément à l'article L.142-1 du Code des procédures civiles d'exécution (ancien article 21 de la loi du 9 juillet 1991) ;

Dire que la publicité ne paraîtra que dans une édition périodique de journal à diffusion locale ou régionale, et sous la forme d'une annonce internet ;

A titre subsidiaire, si la vente amiable venait à être autorisée à la demande du débiteur,

Fixer, eu égard aux conditions économiques du marché, le montant du prix en deçà duquel l'immeuble ne pourra être vendu,

Fixer la date de l'audience à laquelle l'affaire sera rappelée, dans un délai qui ne pourra excéder quatre mois ;

Rappeler que U débiteur devra accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable et devra rendre compte au créancier poursuivant, sur sa demande, des démarches accomplies à cette fin ;

Dire que le prix de vente de l'immeuble ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une vente amiable, seront consignée entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations

Taxer les frais de poursuites tels qu'ils seront indiqués et justifiés lors de l'audience d'orientation par le créancier poursuivant en application de l'arrêté du 6 juillet 2017 et notamment de l'article A 444-191 V de cet arrêté, et dire qu'ils seront versés directement par l'acquéreur en sus du prix de vente ;

Dire en tout état de cause, tant sur la demande principale que sur la demande subsidiaire, que les dépens seront compris dans les frais taxés de vente ;

**SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'ELLE N'EN IGNORE**

Liste des pièces sur lesquelles est fondée la demande :

Pièce 1 copie exécutoire de l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le
23 juin 2021

Pièce 2 Signification de l'arrêt en date du 28 juillet 2021

Pièce 3 Certificat de non-pourvoi

Pièce 4 Bordereau d'inscription d'hypothèque provisoire en date du 29 juin
2016 avec bordereau rectificatif du 15 décembre 2016, renouvelée le
21 juin 2019 avec bordereau rectificatif du 19 juillet 2019

Pièce 5 Bordereau d'inscription d'hypothèque définitive en date du 12 juillet
2021

Pièce 6 Décompte de créance au 10 février 2023

Pièce 7 Commandement de payer valant saisie immobilière en date du
31 mars 2023

Pièce 8 Etat hypothécaire hors formalité

Pièce 9 Stat hypothécaire sur formalité

SIGNIFICATION DE L'ACTE		QD
Ni. Acte : 0808 ASSIGNATION AUDIENCE ORIENTAT ⁰ gP Date : 19/06/23 Dossier : 9044040 CRCAM		
Cet acte a été remis, par un clerc assermenté, suivant les déclarations faites à celui-ci dans les conditions indiquées ci-dessous :		
DEPLA.L'ETODE	N'ayant pu obtenir sur place d'indications sur le lieu où se trouve le destinataire de l'acte, les circonstances, ci-après, rendant impossible la remise à personne ou à une personne présente, vérifications faites que le destinataire demeure bien à l'adresse indiquée, la copie de l'acte pour	
>01<	MME 31 rue jean MERMOZ 9451 IE	
a été déposée en notre étude sous enveloppe fermée ne portant que l'indication des nom et adresse du destinataire de l'acte et le cachet du commissaire apposé sur la fermeture du pli. Un avis de passage a été laissé au domicile conformément à l'article 656 du C.P.C et la lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et rappelant les dispositions du dernier alinéa de l'article 656 du C.P.C. a été adressée au destinataire avec copie de l'acte le jour même ou le premier jour ouvrable suivant.		
Détail des vérifications : avis déposé dans la boîte à lettres pavillon Domicile certifié par : un voisin Circonstances rendant impossible la signification à personne = destinataire absent à mon passage		
Chaque copie du présent acte comprend: 5 feuilles.		
COUT en Euros		Dispensé d'enregistrement
Emolument		53,20
Art A444-48: indemnité kilométrique		7,67
SOUUMIS à T V A 20, 000 %		60,87
r. V. A.		12,17
Débours: Affranchissement		2,32
TOTAL		75,36
		Visa par l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification
JEAN BAPTISTE NICOLAS		

tur, 7as
ateeyss
354508



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CRETEL 2

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1973 au 26/10/2022 (date de mise à jour fichier)
[x] .Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les B faces de copies c jointes,

[x] n'existe que les 6 formalités indiquées dans rétat réponse ci-joint,

- Le certécate de dépôt pour a pureté comprise enire a date de mise a our du fichier immobilier nformalisé et la dale de dépôt de a demande :
du 27/10/2022 au 13/01 /2023 (dale de dépôt de la demande)
[x] R n'existe aucun formaté indiquée au registre des décrets oncernant tes Immeubles requis

A CRETEL 2, le 16/01/2023

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Isabelle ESPINASSE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

¹ Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative « formatqoo, aux fichiers et aux foertés s'appliquent! : êtes garantissent pour les données vous concernant, aupres du Service de la Publice Foncière, un droit duccebs Of un dio de redlcaton

TP
IIINANC FS mini wins

[illegible]

3

2 9404P03 0000078904 000 V

II. - LOTISSEMENT (Déclaration des lots ou appartements) (voir)										A. - MUTATIONS RELEVÉES ACTIVES (voir)			B. - CHARGES PIVALES ET APPORTÉES (voir)		
N°	Lot	Surface	Superficie	Superficie	Superficie	Superficie	Superficie	Superficie	Superficie	Année	Montant	Observations	Année	Montant	Observations
50	101	30	101	101	101	101	101	101	101	2014	101	101	2014	101	101
51	102	30	102	102	102	102	102	102	102	2014	102	102	2014	102	102
52	103	30	103	103	103	103	103	103	103	2014	103	103	2014	103	103
53	104	30	104	104	104	104	104	104	104	2014	104	104	2014	104	104
54	105	30	105	105	105	105	105	105	105	2014	105	105	2014	105	105
55	106	30	106	106	106	106	106	106	106	2014	106	106	2014	106	106
56	107	30	107	107	107	107	107	107	107	2014	107	107	2014	107	107
57	108	30	108	108	108	108	108	108	108	2014	108	108	2014	108	108
58	109	30	109	109	109	109	109	109	109	2014	109	109	2014	109	109
59	110	30	110	110	110	110	110	110	110	2014	110	110	2014	110	110
60	111	30	111	111	111	111	111	111	111	2014	111	111	2014	111	111
61	112	30	112	112	112	112	112	112	112	2014	112	112	2014	112	112
62	113	30	113	113	113	113	113	113	113	2014	113	113	2014	113	113
63	114	30	114	114	114	114	114	114	114	2014	114	114	2014	114	114
64	115	30	115	115	115	115	115	115	115	2014	115	115	2014	115	115
65	116	30	116	116	116	116	116	116	116	2014	116	116	2014	116	116
66	117	30	117	117	117	117	117	117	117	2014	117	117	2014	117	117
67	118	30	118	118	118	118	118	118	118	2014	118	118	2014	118	118
68	119	30	119	119	119	119	119	119	119	2014	119	119	2014	119	119
69	120	30	120	120	120	120	120	120	120	2014	120	120	2014	120	120
70	121	30	121	121	121	121	121	121	121	2014	121	121	2014	121	121
71	122	30	122	122	122	122	122	122	122	2014	122	122	2014	122	122
72	123	30	123	123	123	123	123	123	123	2014	123	123	2014	123	123
73	124	30	124	124	124	124	124	124	124	2014	124	124	2014	124	124
74	125	30	125	125	125	125	125	125	125	2014	125	125	2014	125	125
75	126	30	126	126	126	126	126	126	126	2014	126	126	2014	126	126
76	127	30	127	127	127	127	127	127	127	2014	127	127	2014	127	127
77	128	30	128	128	128	128	128	128	128	2014	128	128	2014	128	128
78	129	30	129	129	129	129	129	129	129	2014	129	129	2014	129	129
79	130	30	130	130	130	130	130	130	130	2014	130	130	2014	130	130
80	131	30	131	131	131	131	131	131	131	2014	131	131	2014	131	131

[illegible]

[illegible]

2 9404P03 0000078980 000 R

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1973 AU 26/10/2022

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 13/12/2000	Référence d'enlissement : 9404P03 2000P6447	Date de l'acte : 14/09/2000
	Nature de l'acte : CONVENTION DE SERVITUDE		
	Rédacteur : NOT FRANCOIS / LA QUEUE EN BRIE		

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 26/04/2001	Référence d'enlissement : 9404P032001P1952	Date de l'acte : 28/02/2001
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT FRANCOIS / LA QUEUE EN BRIE		

Disposition n° de la formalité 9404P03 2001P1952

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou X d'identité
I	ISCCORUS	930 353 s
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
II	GAJE	13/07/1957
b	soNCHAUn	07/06/1955

Prix d'évaluation : 1 300 000,00 FRF

Complément : Soit un prix de : 198 183,72 euros.

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 26/04/2001	Référence d'enlissement : 9404P03 2001V1035	Date de l'acte : 28/02/2001
	Nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR		
	Rédacteur : NOT FRANCOIS / LA QUEUE EN BRIE		
	Domicile via LA QUEUE EN BRIE EN L'ETUDE		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1973 AU 26/10/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2001 1035 Privilege de vendeur

Crenccim		Date "a Naissance ou N° d'identité	
Numéro 1 Désignation des personnes		1	
ISCILOTUS			
Débiteurs		Date de Naissance en N° d'identité	
Numéro 1 Désignation des personnes		11/07/1957	
1	GAIE		
2	RONCHAHD	: om2	
Immeubles			
Débitours	Droits	Commune	Désignation cadastrale
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164
			Volume
			Lot
			L

Date extrême d'effet: 31/12/2001

Complément : Exigible au fur et à mesure de l'avancement des travaux

Soit en euros:
Ppal: 29.727,56 €
Acc: 5.945,51 €

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 09/05/2001	Référence de dépôt : 9404P032001D4350
Nature de l'acte : REJET DEFINITIF TOTAL de la formalité initiale du 13/12/2000 Sages : 9404P03 Vol 2000P Ne 6447		
Rédacteur : /		

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2001D4350 :

REJET DEFINITIF PAR DECISION DU 27/04/2001

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 20/09/2011	Rc de ronce de dépôt : 9404P03 2011 DI 0014
Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 26/04/2001 Sages : 9404P03 Vol 2001P N° 1952		
Rédacteur : /		

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1973 AU 26/10/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2011D10014 : VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT DU 28/02/2001

Disposant, Donateur					
Nom	Deltysom des personnes				Date de naissance ou NO d'identité
1	SC LOTUS				950 383 336
Bénéficiaire, Donataire					
Nom	Designation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
1	GAIE				13/07/1957
7	RONCHAUD				07/06/1955
Immeubles					
Bénéficiaires	Droit	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	Pi	LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162		
			AH 164		64

DI : Droits Individuels ; CO : Constructions ; DO : Domanier ; EM : Emphytéose ; NI : Nue-propriété en indivision ; NP : Nue-propriété ; OT : Autorisation d'occupation temporaire ; PE : Preneur ; PI : Indivision en pleine propriété ; PR : Preneur bail à réhabilitation ; SO : Sol ; TE : Tenancier ; TP : Toute propriété ; TR : Tréfond ; UH : Droit d'usage et d'habitation ; UI : Usufruit ; Indivision ; US : Usufruit

Prix / évaluation : 198.183,72 EUR

Complément C'en a tort et parcreur si, lors de la publication de l'acte reçu par Mc FRANCOIS Notaire à LA QUEUE EN BRIE :
1) Il acte indiguen libelle VENTE au lieu de "VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT".
2) La désignation d. l'immeuble vendu n'apparaît pas

N° d'ordre: 6	1	Date de dépôt: 01/12/2011	Référence d'enlèvement: 9404P03 2011 P6741	Date de l'acte: 23/11/2011
Nature de l'acte: VENTE				
Relevé: NOT FRANCOIS / LA QUEUE EN BRIE				

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1973 AU 26/10/2022

Disposition n° / de la formalité 9404P03 2011P6741

Disposant, Donateur					
Numéro Désignation des personnes					Date de naissance ou N° d'identité
2	GAIE				11/07/1981
U	RONCHAUD				07/06/1955
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro Désignation des personnes					Date de naissance ou N° d'identité
1	CHEVAL				19/03/1973
4	ITOM				14/10/1977
Immeubles					
Bénéficiaire	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volunté	Lol.
tous	PI	LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 ; AH 164		64

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété en pleine propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenancier TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit on indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 353,000,00 EUR

Complément : Le bénéficiaire n° 1 acquiert la pleine propriété indivise à concurrence de 75% et celui n° 4 à concurrence de 25%

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 13 pages y compris le certificat.

VENCH

EL
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE
CRETEIL 2
1 PLACE DU GÉNÉRAL BILLOTTE
94036 CRETEIL CEDEX
Téléphone : 0143993091
Télécopie : 0143993770
Mail : spl.creteil@dgfip.finances.gouv.fr


FINANCES PUBLIQUES

Maître NORMAND ET ASSOCIÉS
7 PLACE DE VALOIS
75001 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

> Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de l'ajout de la déviation des forêts et d'un sommaire des formalités publiées et reportées.

> La réponse à votre demande de renseignements

Date: 16/01/2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

9404P022023H1211

PERIODE DE CERTIFICATION: du 01/01/1973 au 13/01/2023

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
60	LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162		(A)
		AH 164		(A)
			64	(A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 13/12/2000	références cadastrales : 9404P03 2000P6447	Date de l'acte : 14/09/2000
	nature de l'acte : CONVENTION DE SERVITUDE		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 26/04/2001	références cadastrales : 9404P032001P1952	Date de l'acte : 28/02/2001
	nature de l'acte : VENTE		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 26/04/2001	références cadastrales : 9404P03.2001V1035	Date de l'acte : 28/02/2001
	nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 09/05/2001	références cadastrales : 9404P03 200104350	
	nature de l'acte : REJET DEFINITIF TOTAL de la formalité initiale du 13/12/2000 Sages : 9404P03 Vol 2000P N° 6447		
N° d'ordre : 5	date de dépôt : 20/09/2011	références cadastrales : 9404P03 2011010014	
	nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 26/04/2001 Sages : 9404P03 Vol 2001P N 1952		

NPd'ordre:6

dâlededépôt: 01/12/2011

références d'enlèvement : 9404P032011P6741

Dale de Facie : 23/11/2011

natur de l'acte : VENTE

VENCH

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
CRETEIL 2

Demande de renseignements n° 9404P02 2023F809
déposée le 15/05/2023, par Maître NORMAND ET ASSOCIES

Réf. dossier : SAISIE CRCAM / [REDACTED]

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1973 au 07/03/2023 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 9 faces de copies ci-jointes,

[x] Il n'existe que les 14 formalités indiquées dans Fétat réponse ci-joint,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 08/03/2023 au 15/05/2023 (date de dépôt de la demande)

[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CRETEIL 2, le 17/05/2023

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Isabelle ESPINASSE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

Rhs*LAQUEUE-EN-BRIE AH* SECTION du PLAN: **162** RUE: **Aoenut Sent** Post fct dcl No

F.G. I. — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Parcelle *Parcelle*

ae zak *déclaration de* AH 2

En COPROPRIÉTÉ avec A.H.G.s (Dhas32m)

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou rppurtemenia)

Lot	Contenance	Propriétaire	Observations
1	3PP	sa PP Teuis Jerelin	
2		Hs se sC Jardin + loko.	
3		voison. 42 fl = jordin plot	
4		les y attache	
5		les y attache	
6		les y attache	
7		les y attache	
8		les y attache	
9		les y attache	
10		les y attache	
11		les y attache	
12		les y attache	
13		les y attache	
14		les y attache	
15		les y attache	
16		les y attache	
17		les y attache	
18		les y attache	
19		les y attache	
20		les y attache	
21		les y attache	
22		les y attache	
23		les y attache	
24		les y attache	
25		les y attache	
26		les y attache	
27		les y attache	
28		les y attache	
29		les y attache	
30		les y attache	
31		les y attache	
32		les y attache	
33		les y attache	
34		les y attache	
35		les y attache	
36		les y attache	
37		les y attache	
38		les y attache	
39		les y attache	
40		les y attache	
41		les y attache	
42		les y attache	
43		les y attache	
44		les y attache	
45		les y attache	
46		les y attache	
47		les y attache	
48		les y attache	
49		les y attache	
50		les y attache	
51		les y attache	
52		les y attache	
53		les y attache	
54		les y attache	
55		les y attache	
56		les y attache	
57		les y attache	
58		les y attache	
59		les y attache	
60		les y attache	
61		les y attache	
62		les y attache	
63		les y attache	
64		les y attache	
65		les y attache	
66		les y attache	
67		les y attache	
68		les y attache	
69		les y attache	
70		les y attache	
71		les y attache	
72		les y attache	
73		les y attache	
74		les y attache	
75		les y attache	
76		les y attache	
77		les y attache	
78		les y attache	
79		les y attache	
80		les y attache	
81		les y attache	
82		les y attache	
83		les y attache	
84		les y attache	
85		les y attache	
86		les y attache	
87		les y attache	
88		les y attache	
89		les y attache	
90		les y attache	
91		les y attache	
92		les y attache	
93		les y attache	
94		les y attache	
95		les y attache	
96		les y attache	
97		les y attache	
98		les y attache	
99		les y attache	
100		les y attache	

A. — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

n — GIAncss, rrvitces er itoreoUes

I. — FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots lo composant)

Immeuble	Date, nature et nature des formalités	Observations
1	1/13 Anai 1999. Val 1999.04.324	
2	& TEdo ong lEsastor	
3	mak d fo Guus en bare conkanat	
4	Anuusn ae *A224AH41	
5	*k.A4442.	
6	& lX cts y wa ko com.nu WE= 01/X AH	
7	laoucucemsne celm).al.	
8	la sci lotus (F.68791)	
9	Laixs Xoo 000 Fu (Qoda T	
10	00G Neuembr 1999 leako	
11	socmolibe en ctente.	
12	322sZrzaLae 1992 MauJ222&2f1c3Régularise	
13	SexAass sul acurage.	
14	41/1h-Q/999 142/999. P=(at «y. Lacté	
15	\$@W é akaakes 2.2 Suclor	
16	53 o.5*0=1953. sL8 BA2.6 135 Rézulosise	
17	Q=R:Y os-Vate. Suc lot	
18	MADisk4119 Nor7999P.a=6292 Régularisé	
19	EOKnALts SM ATTETEITE	
20	LAsB-2anna. 1994.3213942.M24323 tularisé.	
21	foAunsitsexAssaure.	
22	2/43ecembie 1899.19aR6So Régularisé.	
23	formalite en attente	
24	formalite en attente	
25	formalite en attente	
26	formalite en attente	
27	formalite en attente	
28	formalite en attente	
29	formalite en attente	
30	formalite en attente	
31	formalite en attente	
32	formalite en attente	
33	formalite en attente	
34	formalite en attente	
35	formalite en attente	
36	formalite en attente	
37	formalite en attente	
38	formalite en attente	
39	formalite en attente	
40	formalite en attente	
41	formalite en attente	
42	formalite en attente	
43	formalite en attente	
44	formalite en attente	
45	formalite en attente	
46	formalite en attente	
47	formalite en attente	
48	formalite en attente	
49	formalite en attente	
50	formalite en attente	
51	formalite en attente	
52	formalite en attente	
53	formalite en attente	
54	formalite en attente	
55	formalite en attente	
56	formalite en attente	
57	formalite en attente	
58	formalite en attente	
59	formalite en attente	
60	formalite en attente	
61	formalite en attente	
62	formalite en attente	
63	formalite en attente	
64	formalite en attente	
65	formalite en attente	
66	formalite en attente	
67	formalite en attente	
68	formalite en attente	
69	formalite en attente	
70	formalite en attente	
71	formalite en attente	
72	formalite en attente	
73	formalite en attente	
74	formalite en attente	
75	formalite en attente	
76	formalite en attente	
77	formalite en attente	
78	formalite en attente	
79	formalite en attente	
80	formalite en attente	
81	formalite en attente	
82	formalite en attente	
83	formalite en attente	
84	formalite en attente	
85	formalite en attente	
86	formalite en attente	
87	formalite en attente	
88	formalite en attente	
89	formalite en attente	
90	formalite en attente	
91	formalite en attente	
92	formalite en attente	
93	formalite en attente	
94	formalite en attente	
95	formalite en attente	
96	formalite en attente	
97	formalite en attente	
98	formalite en attente	
99	formalite en attente	
100	formalite en attente	

II. — FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots lo composant)

Immeuble	Date, nature et nature des formalités	Observations
1	H 24 hoVenEE 1939 lOL 1999P H*5952	
2	AQJE du 22.8.1999	
3	Inctivul La Sumt e Dris	
4	ContenssuzBFOI Hivs.al naig it les cimes. notnot	
5	quite de terair Ca ruzgize delivre pat la Harie th ta	
6	Guradet rie. In 1.12.58.it aatits coraasts	
7	at u xl tira ir wh).	
8	2SK2dsn&99% M2u1222w2.4344 Régalarisé	
9	4re C azzaxd.ew = suclor	
10	2-1 CA992 v A999 Y.s 42 13 Régularisé	
11	-Rak-dDeelen Rteuile -sucit-	
12	y.Z.Afioxe.LNRM.MRALz Régularise.	
13	SSnuRié es sukceue surit	
14	213 LAcamzd9n2 121992V 4093.29 - Rés ulerieé	
15	Foamuire Es ATTENTC suclor.	
16	E1< M Z...A.....QoyWPA gg10130.4.243	
17	Anarite EL &Eac	
18	DASheceadeaczsen.Me eeay.a8.Ah Rézlaitisé	
19	EaansLie ExArt-	
20	Quc NakeaLL vakousaay nAllac éstulnrise	
21	SoRMA LI TE. éx A=TEATE	
22	213 mécoub 1989uLSMn! 4SL6 Rézulorise	
23	ormalite en attente	
24	ormalite en attente	
25	ormalite en attente	
26	ormalite en attente	
27	ormalite en attente	
28	ormalite en attente	
29	ormalite en attente	
30	ormalite en attente	
31	ormalite en attente	
32	ormalite en attente	
33	ormalite en attente	
34	ormalite en attente	
35	ormalite en attente	
36	ormalite en attente	
37	ormalite en attente	
38	ormalite en attente	
39	ormalite en attente	
40	ormalite en attente	
41	ormalite en attente	
42	ormalite en attente	
43	ormalite en attente	
44	ormalite en attente	
45	ormalite en attente	
46	ormalite en attente	
47	ormalite en attente	
48	ormalite en attente	
49	ormalite en attente	
50	ormalite en attente	
51	ormalite en attente	
52	ormalite en attente	
53	ormalite en attente	
54	ormalite en attente	
55	ormalite en attente	
56	ormalite en attente	
57	ormalite en attente	
58	ormalite en attente	
59	ormalite en attente	
60	ormalite en attente	
61	ormalite en attente	
62	ormalite en attente	
63	ormalite en attente	
64	ormalite en attente	
65	ormalite en attente	
66	ormalite en attente	
67	ormalite en attente	
68	ormalite en attente	
69	ormalite en attente	
70	ormalite en attente	
71	ormalite en attente	
72	ormalite en attente	
73	ormalite en attente	
74	ormalite en attente	
75	ormalite en attente	
76	ormalite en attente	
77	ormalite en attente	
78	ormalite en attente	
79	ormalite en attente	
80	ormalite en attente	
81	ormalite en attente	
82	ormalite en attente	
83	ormalite en attente	
84	ormalite en attente	
85	ormalite en attente	
86	ormalite en attente	
87	ormalite en attente	
88	ormalite en attente	
89	ormalite en attente	
90	ormalite en attente	
91	ormalite en attente	
92	ormalite en attente	
93	ormalite en attente	
94	ormalite en attente	
95	ormalite en attente	
96	ormalite en attente	
97	ormalite en attente	
98	ormalite en attente	
99	ormalite en attente	
100	ormalite en attente	

COMMUNE : LA QUEUE-EN-BRIE

SECTION : 162

N°

214

III. - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (en les tous le cas échéant)

FICHE 1315

II. - LOTSSEMENT (Designation des lots en appartement)											
Formalités inscrites au titre	Date, contenu et nature des formalités	Observations	Formalités inscrites au titre	Date, contenu et nature des formalités	Observations	Formalités complémen-taires					
						1	2	3	4	5	6
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	
Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre	Formalités inscrites au titre			

II. — LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements) (suite)						A — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (suite)			n — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Lot	Parcelle	Surface	Nombre de principales ou nature du lot	0	1	Désignations complètes	Immeuble rattaché	Daies, numéros ul nature des formallie	Observation	Immeuble écolle ei to	Due, mautiee e situr de horadan.	Obsorvations
50	Ac		Mousen	162		tsards D + lek				g 14 AEs'm see. M2 SAVIbl		Recu lorise
51	Ac			9.		lis y alloché				Saal, & 4% -s. sreide		cur let
52	Ac		ASI			Ejerdin porcag						
53	Ac		ss			Soudin - patois				33324 dEcha — SsG.N& aaN' Abs		AEgulett e
54	Ac		*g			S12.				Sagharkbe e ahealce .		SuE Je.
55	Ac		leG			Te jrolin + peting				3034 dfues.a Juse SRa.L62z		Régulettise
56	Ac		is			Gate ze.				3514 Alpose Js. j A Ss-LL23		kés u latise
57	Ac		IQ			CE t — en. LeE				Ppatik 4- als aze		suc leE
58	Ac		122			te jardin *potbing				19 aa. AG — assacazMazLS-		Régulattise
59	Ac		IL			IE oginapars is				Saatnnl.k s sokot-		sur ter
60	Ac		112			Garage				3)34 AGasle ML&v.kals		Rezu latise
61	Ac		no/			re jardin + paroing				SOs ss ntst		Sur Le
62	Ac		ED			ppree totdi slerGi				39)3- AEcesa Anaa.VaaseNz		Pégatorise
63	Ac		JO			+ lot 110.				Raln&ia 2 — alrpake		Surlek
64	Ac		112			re jardin + parking				aa A&L—so Jesa-NRNALLd		Resultise
65	Ac		119			ED				S—akuRixE — sathe		sur lot
66	Ac		152			JO				3) 3 a _ dé . _sa. st uB save : £4 ?u		Régulattise
67	Ac		ISu			te jrolin. -1.02				9R0		sur let.
68	Ac		IS			re jardin + parking						
69	Ac		is			+ Garage				1-4 A.3Aakad ss.sAeld		Rest lerise
70	Ac		2s			ec re jardin + parking				DmaRtPoR		cur lot
71	Ac		117			ec re ferdld. b8le						
72	Ac		110			Ec 7 io 2						
73	Ac		110			Ec 7 io 2						
74	Ac		110			Ec 7 io 2						
75	Ac		110			Ec 7 io 2						
76	Ac		110			Ec 7 io 2						
77	Ac		110			Ec 7 io 2						
78	Ac		110			Ec 7 io 2						
79	Ac		110			Ec 7 io 2						
80	Ac		110			Ec 7 io 2						
81	Ac		110			Ec 7 io 2						
82	Ac		110			Ec 7 io 2						
83	Ac		110			Ec 7 io 2						
84	Ac		110			Ec 7 io 2						
85	Ac		110			Ec 7 io 2						
86	Ac		110			Ec 7 io 2						
87	Ac		110			Ec 7 io 2						
88	Ac		110			Ec 7 io 2						
89	Ac		110			Ec 7 io 2						
90	Ac		110			Ec 7 io 2						
91	Ac		110			Ec 7 io 2						
92	Ac		110			Ec 7 io 2						
93	Ac		110			Ec 7 io 2						
94	Ac		110			Ec 7 io 2						
95	Ac		110			Ec 7 io 2						
96	Ac		110			Ec 7 io 2						
97	Ac		110			Ec 7 io 2						
98	Ac		110			Ec 7 io 2						
99	Ac		110			Ec 7 io 2						
100	Ac		110			Ec 7 io 2						

1

B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Oxyacetylene

Answer 4

[illegible]

I. - tors=MMagHm				II. - appartenance (suite)		A. - sturancos senvruurs ACTIVES (suite)			B. - CHANCES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
q	a	is	Nombre de perei mimpia*- natro du lit	autres	Renseignements complémentaires	Immoblie tatuine * I	Dates, numéros al nature de formallié	Obsirvisism	Immcohln wisi's Ls	Dsitir, qumérs el nature de formallids	Obrereslions
20	au	RC	Moison	i	LEjordiario: se					S4 142-Sayaada.2nnd.12K.gaznVa94a2 -	Desd'au' 94a
352	i	u			isatage -					finalclar on shb.	18
ol	a	RC	sarese	X	re ahtoché 190 lot A						
o	ai				e ache cis lok Q						
ol					le E- alache.ca lor 2						
					3 cocaing						
					stoche c ieg y						
					+ sorGing						
os	t				afacé cō lok S						
					1E Larhing						
					alacheimlor						
					ICE sie						
6	Sq				le ce mome rtoorlo						
les					FP & Mhecs-101						
					* ic corine						
103	ss				P4 To attoché C2lec Su						
					vee saQl pg						
Un		2	2Bi	G	vee saQl pg						
11					allaché a ot L						
112	GL				FP altocheru lor S&						
113					ulloché onkEsa						
tu	se				plleche ou t 48						
us					*30 boring						
					affoche ou ht So						
us	SU				TEbac ing						
					aHlochéc Ink J						
					exe LorGing						
ua					sloche os lot L6						
					33 boris.						
us	ca22				attaché au lot 44						
					t 32s porGs ne						
					rr ce nus lor S						
					435 PoFBins						

COMMUNE LA QUEUE-EN-BRIE												SECTION A " No du PLAN 167												BUE: Rue												Serges fowpicou -												No																																			
L — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE												HL — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les Jots te composant)																																																																							
Uli												A — MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES												B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES																																																											
EL I g												Immeubles veralié ou lre												Dulcs, numbos et nature des formalités												Obserrstions												Immutu bralls, eu bot												Dulcs, numéros et natur des formalités												Obserrvons											
n — LOTISSEMENT (Désignation de lots ou appartements)																																																																																			
<div> <div> 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 213</div></div>																																																																																			

1 111111 BCDKFC N BxoSal;1		111 HIJ UVW		111 KLM XYZ		ini DEPG QRST		1111111111111111111111 HIJKLM UVWXYZ		1111111111111111111111 I ADCDEFGHI NOPQRSTU		411-1 JKI wXY		r M Z		11111111W ABCOCROHI NOPQ=UUV		1 11 KL W XY		Z	
COMMUNE		L - DÉSIGNATION DE		L'DWMEUBLE		SECTION AFN du PLAN : 104 RHE: Auee Semess f		DM 01 Dou		HL - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNC. CI-CONTRE (ou les lots Je composant)											
Parcelle		9ha 63a 13ca				A. - MUTATIONS senvruurs ACTIVES		B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES													
Immeuble totalli ve hn		Diet eimst w salure n fermullide		e		immeubl italitbeehon		Dales, numéros ol najare des formllités		Observatlon											
4)A9 Ad 1389. 14390-% 90%4-		Ace ou n. o4. 4999,5 E&ANCNC		FIAT				IM J6 hWEK 1999 90L 1999P R°5952		mcm.											
mok. in Ga 1 eus. es -Gnce,) Mus sau ae -AB 3 == eH 163						arite Ct rem C tolrre celtetepur it lairie C'													
ou AL s "L LS.								HT b Keith													
L 'sa -Lozs CE.C912)		Cax : %.30a oon S A sQk 44),						avgacnmbar-1988-1221292 Y74A24		2.4-LLW AJ-R---j r											
L 'sa -Lozs CE.C912)		Cax : %.30a oon S A sQk 44),						-91-		&=====4=44											
exsste j* Malcase f								-Z) JJ trtkzz at -f*		J j.néd											
3-belerbs -499-921-4		14410a1.7		gl Arra 4 &ee				Au. 12 lot 14		Ae&2											
8-4sull&= ° 0344		JEmTE°ententr-Emg waweyEerBur		ole. *																	
f-lle-4-mmrr-édwdee-*ke		low AI-Q2kl																			

I. — DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE										m. — FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (on les lots le composant)																												
Lot n° 69 Maison										A - MUTATIONS					SERVITUDES ACTIVES					n. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES																		
										Immeuble totalité en lots					Dates, numéros et nature des formalités					Observations																		
										DECWPRE1999 et 2034 Née										H mi sw YOL.ISNW run, re faeais mts tress co tra n saut de 1 W m. too. hiaWru account / i r 6.1 ru » con tie it 21.5.100 D1. \$35.200 / MC. 177.147 / payable au fur et à mesure de l'avancement des travaux EFFET JUSQU'AU 31 Décembre 004																		
n. — LOTISSEMENT (Designation des Jutg ou appartements)																																						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>s</th> <th>1</th> <th>s</th> <th>4</th> <th>5</th> <th>6</th> <th>Renseignements compldmtirei</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>f</td> <td>a</td> <td>a</td> <td>4</td> <td>5</td> <td>6</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>										s	1	s	4	5	6	Renseignements compldmtirei	f	a	a	4	5	6	1											<p>Menhoosh Pr-lto ~</p> <p>Effet JUSQU'AU s Mouexbre 200z</p> <p>mnreumsa znu m ra.m/run shreertatsspnegoble. buwdtse am ma U 21:5.1970 ML i.e.m. = m.M. ITT. 5.113 - 2022 le 5 novembre 2022</p> <p>EFFET JUSQU'AU s Mobembro 9.0.)</p> <p>y 2 1 JUIN 2000 aussioWs RATERio izeele L.1 1999 Me fracois pore Le Suee en ecle les Iscriph'ens orkse le 91.12.1928 tel ISSGM.'91.60erL999Un262 priment Lincribbonorise la ii 19 1999, Col.1928.V_OD_4619.</p>				
s	1	s	4	5	6	Renseignements compldmtirei																																
f	a	a	4	5	6	1																																

N° d'ordre : 1	Dato do dépôt : 13/12/2000	Référence d'enlissement : 9404P03 2000P6447	Date de l'acte : 14/09/2000
Nature de l'acte : CONVENTION DE SERVITUDE Rédacteur : NOT FRANCOIS / LA QUEUE EN BRIE			

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 09/05/2001	Référence de dépôt : 9404P03 2001D4350
Nature de l'acte : REJET DEFINITIF TOTAL de la formalité initiale du 13/12/2000 Sages : 9404P03 Vol 2000P N° 6447		
Rédacteur : /		

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2001D4350 :

REJET DEFINITIF PAR DECISION DU 27/04/2001

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 21/07/2008	Référence d'enlissement : 9404P03 2008P3216	Date de l'acte : 15/07/2008
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT Patrick FRANCOIS ! LA QUEUE EN BRIE			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2008P3216 :

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	CHIVOT	21/05/1970
2	ROUQUAYROL	16/01/1970
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
3		22/11/1960
Immeubles		
Bénéficiaires Droits Commune	Désignation cadastrale	Volume [Lot

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2008P3216 :

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
3	TP	LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix ! évaluation : 288.000,00 EUR

NO d'ordre : 4	Date de dépôt : 22/10/2008	Référence de dépôt : 9404P03 2008D9861	Date de l'acte : 15/09/2008
Nature de l'acte : RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 31/12/1999 Sages : 9404P03 Vol 1999V N° 4620			
Rédacteur : NOT FRANCOIS ! LA QUEUE EN BRIE			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2008D9861 :

Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	CHIVOT	21/05/1970			
2	ROUQUAYROL	16/01/1970			
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

TO ag sura r. *	Date de dépôt : 22/10/2008	Référence de dépôt : 9404P03 2008D9862	Date de l'acte : 15/09/2008
Nature de l'acte : RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 31/12/1999 Sages : 9404P03 Vol 1999V N° 4621			
Rédacteur : NOT FRANCOIS / LA QUEUE EN BRIE			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2008D9862 :

Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité	
1	CHIVOT			21/05/1970	
2	ROUOUAYROL			16/01/1970	
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 09/03/2012	Référence d'enlissement : 9404P03 2012V778	Date de l'acte : 08/03/2012
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE			
Rédacteur : ADM SIP CHAMPIGNY-SUR-MARNE / CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
Domicile élu : CHAMPIGNY-SUR-MARNE AU SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2012V778 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	SIP DE CHAMPIGNY SUR MARNE	
Propriétaire Immeuble / Contre		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1		22/11/1960

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2012V778 :

Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

Montant Principal : 10.335,00 EUR
Date extrême d'effet : 08/03/2022

Complément : En vertu des rôles des contributions directes émis dans la commune de champigny sur Marne le dernier en date du 30/09/2011

N° d'ordre : 7	Date de dépôt : 29/10/2015	Référence d'enlissement : 9404P03 2015V2834	Date de l'acte : 27/10/2015
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR			
Rédacteur : ADM SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS / CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
Domicile élu : CHAMPIGNY-SUR-MARNE AU SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2015V2834 :

Créanciers				
Numéro		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
		TRESOR PUBLIC SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS DE CHAMPIGNY SUR MARNE		
Propriétaire Immeuble / Contre				
Numéro		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1				22/11/1960
Immeubles				
Prop.Tmm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164	
				69

Montant Principal : 21.830,00 EUR
Date extrême d'effet : 27/10/2025

Complément : En vertu de rôle des Contributions Directes régulièrement émis dans la commune de Champigny sur Mame dont le dernier le 31/08/2015.

N° d'ordre : 8	Date de dépôt : 09/03/2016	Référence d'enlissement : 9404P03-2016V633	Date de l'acte : 08/03/2016
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR Rédacteur : ADM LE COMPTABLE PUBLIC DU SERVICE DES IMPÔTS DES PARTICULIERS ! CHAMPIGNY-SUR-MARNE Domicile élu : CHAMPIGNY-SUR-MARNE dans les bureaux du Service des Impôts des Particuliers			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2016V633 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité	
	TRÉSOR PUBLIC (SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS A CHAMPIGNY SUR MARNE)				
Propriétaire Immeuble ! Contre					
Numéro	Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité	
1				22/11/1960	
Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

Montant Principal : 2.294,00 EUR
Date extrême d'effet : 08/03/2026

N° d'ordre : 9	Date de dépôt: 29/06/2016	Référence d'enlissement : 9404P032016V1703	Date de l'acte : 21/06/2016
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISoire Rédacteur : ADM TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE / CRETEIL			

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

NO d'ordre : 10	Date de dépôt: 15/12/2016	Référence d'enlissement : 9404P03 2016V3438	Date de l'acte : 05/12/2016
Nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 29/06/2016 Sages : 9404P03 Vol 2016V N° 1703 Rédacteur : ME NORMAND-BODARD / PARIS Domicile élu : PARIS au Cabinet de Me NORMAND-BODARD Avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 20J6V3438 : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE DU 21/06/2016

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
	LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE PARIS ET D'ÎLE DE FRANCE				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
1	[REDACTED]				22/11/1960
Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

Montant Principal : 250.000,00 EUR
Date extrême d'effet : 15/12/2019

Complément : En vertu d'une ordonnance rendue le 21/06/2016 par le juge de l'exécution du TGI de Créteil.
Bordereau rectificatif régularisant les prénoms de Mme [REDACTED] (Lire [REDACTED], [REDACTED] au lieu de [REDACTED])

N° d'ordre: 11	Date de dépôt : 13/09/2017	Référence d'enlissement: 9404P03 2017V3062	Date de l'acte : 08/09/2017
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR			
Rédacteur : ADM SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS / CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
Domicile élu : CHAMPIGNY-SUR-MARNE AU SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2017V3062 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	TRESOR PUBLIC	
Propriétaire Immeuble / Contre		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	[REDACTED]	22/11/1960

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2017V3062 ;

Immeubles					
Prop Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

Montant Principal : 4.315,00 EUR
Date extrême d'effet : 08/09/2027

N° d'ordre : 12	Date de dépôt : 21/06/2019	Référence d'enlissement : 9404P03 2019V1805	Date de l'acte : 19/06/2019
	Nature de l'acte : RENOUVELLEMENT D'HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE de la formalité initiale du 29/06/2016 Sages : 9404P03 Vol 2016V N° 1703		
	Rédacteur : ME NORMAND ET ASSOCIES / PARIS		

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

NO d'ordre : 13	Date de dépôt: 19/07/2019	Référence d'enlissement : 9404P03 2019V2115	Date de l'acte : 15/07/2019
	Nature de l'acte : 2019V1805 - BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 29/06/2016 Sages : 9404P03 Vol 2016V N° 1703		
	Rédacteur : ME NORMAND-BODARD / PARIS		
	Domicile élu : PARIS AU CABINET DE ME NORMAND-BODARD AVOCAT		

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2019V2115 : RENOUELEMENT HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE 19/06/2019

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE	
Propriétaire Immeuble / Contre		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1		22/11/1960

Disposition n° 1 de la formalité 9404P03 2019V2115 : RENOUELEMENT HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE 19/06/2019

Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

Montant Principal : 250.000,00 EUR
Date extrême d'effet : 19/07/2022

Complément : Bordereau rectifiant la date extrême d'effet de l'inscription originale : lire 15/12/2019 (au lieu de 29/06/2019).
Et renouvellement également du bordereau rectificatif pris le 15/12/2016 Vol 2016 V n° 3438.

NO d'ordre : 14	Date de dépôt: 12/07/2021	Référence d'enlissement : 9404P02 2021V4256	Date de l'acte : 09/07/2021
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE DEFINITIVE de la formalité initiale du 29/06/2016 Sages : 9404P03 Vol 2016V N° 1703 Rédacteur : ME NORMAND - BODARD / PARIS Domicile élu : PARIS AU CABINET DE ME NORMAND-BODARD AVOCAT			

Disposition n° 1 de la formalité 9404P02 2021V4256 :

Créanciers					
Numéro		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité	
		CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE			
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité	
1				22/11/1960	
Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LA QUEUE-EN-BRIE	AH 162 AH 164		69

Montant Principal : 277.081,95 EUR
Date extrême d'effet : 08/07/2031

Complément : Hypothèque judiciaire définitive se substituant à l'inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée le 29/06/2016 vol 2016 V 1703 (rectifiée le 15/12/2016 vol 2016 V 3438) et renouvelée le 21/06/2019 vol 2019 V 1805 (rectifiée le 19/07/2019 vol 2019 V 2115).

Disposition n° 1 de la formalité 9404P02 2021V4256 :

- En vertu d'un arrêt de la Cour d'Appel de PARTS en date du 23/06/2021,

CERTIFICAT DE DEPOT DU 08/03/2023 AU 15/05/2023

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Consti tuants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
15/05/2023 D20799	COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI TRUTTMANN Bertrand LE KREMLIN-BICETRE	21/03/2023	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS [REDACTED]	9404P02 S00105

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 19 pages y compris le certificat.

VENCH